Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant

Daniel Agacinski

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/258>

DOI : 10.4000/grm.258

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Daniel Agacinski, « Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant », *Cahiers du GRM* [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 29 mai 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/258> ; DOI : 10.4000/grm.258

Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant

DANIEL AGACINSKI

Entre 1954 et 1959, dans une France largement indifférente au conflit algérien, les étudiants formèrent le premier *groupe social* à se mobiliser contre la poursuite de la guerre – les mobilisations de plume des intellectuels ou les soutiens matériels apportés aux Algériens étaient le plus souvent des engagements *individuels* ; les autres groupes sociaux, comme les ouvriers, ne manifestaient pas d'hostilité à l'action de la France. Et de 1959 à la fin de la guerre, ce furent encore des étudiants qui menèrent le front syndical plus large qui manifesta son opposition à la guerre. Qu'est-ce qui a fait des étudiants les acteurs principaux de cette lutte, et par quelles étapes, par quels moyens sont-ils parvenus à adopter une position politique et à s'engager dans une action politique ? C'est de ce processus de politisation qu'il sera ici question : de ses sources, de ses procédés, de ses limites, et de ses conséquences sur la place que prit la jeunesse étudiante sur la scène politique française, quelques années avant 1968.

Un processus de politisation indirect et calculé

Le premier trait caractéristique de ce mouvement de politisation est

qu'il fut extrêmement construit et conscient, non pas au sens où il se serait adossé à une théorie politique particulièrement déterminée, mais dans la mesure où il a été le résultat d'un *plan* de mobilisation de masse. Une minorité de dirigeants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) de l'époque a élaboré une stratégie explicite visant à apporter aux étudiants un éclairage proprement politique sur ce qu'on appelle alors « les événements d'Algérie », en vue de les pousser à l'action contre la guerre. Ce double dessein politique : politiser les consciences d'une part, et pousser à l'action politique d'autre part, s'inscrivait sur le fond d'une France et d'une université largement dépolitisées, au sens où ce n'était pas en termes strictement politiques que se nouaient les débats relatifs à l'avenir de la société française – la technocratie et son langage avaient alors pris le dessus. De ce fait, le processus de politisation, calculé, s'engage de façon délibérément indirecte ou médiate : il s'agit de sensibiliser les étudiants à *ce qui les concerne* dans la guerre d'Algérie, pour les amener, ensuite, à une réflexion plus profondément politique sur la guerre, c'est-à-dire qui ne se contente pas de la voir de leur point de vue d'étudiants.

En ce sens, la première opposition étudiante à la guerre peut être qualifiée de « morale » : plutôt que de déployer une critique théorique et générale du colonialisme, les mobilisateurs invoquèrent la violence de la guerre pour susciter son rejet – considérant sans doute ce « créneau » davantage porteur auprès de la conscience étudiante de l'époque. On s'intéressera donc à la naissance de cette critique morale et à son déplacement progressif vers un regard plus politique sur le conflit. Pour comprendre ce processus il faudra analyser les méthodes de sensibilisation, de diffusion d'information sur la guerre, employées par les « minoritaires » (cette tendance au sein de la direction de l'UNEF qui veut mobiliser) pour amener les étudiants à avoir une vision *politique* de l'Algérie, ainsi que les obstacles, internes et externes, que ces opérations rencontrent dans les deux moments de la politisation : la politisation des consciences et l'engagement dans l'action politique.

Ce mouvement a sollicité et produit assez peu d'écrits, en tous cas sur le moment ; l'essentiel du travail de conviction était en fait oral, lors des débats précédant l'adoption de motions, au niveau local dans les AGE¹, et au niveau national dans les Congrès. On dispose cependant de comptes-rendus de ces

¹ Assemblée générale étudiante, une dans chaque ville universitaire.

réunions et des motions adoptées ou rejetées au fil du conflit. Mais, surtout, il existe – outre les écrits par lesquels les acteurs retracent après coup leur engagement – une série de textes produits à visée de propagande, ou au moins d'information et de politisation, des brochures que la direction de l'UNEF a eu pour mission de composer, afin d'abord de faire connaître la réalité de la guerre aux étudiants qui l'ignoraient largement, et de leur permettre du même coup de se faire une idée de la signification politique de ce que faisait la France en Algérie. Ces différentes brochures sont une source clé pour la connaissance de cette histoire de la mobilisation, et témoigneront ici régulièrement des biais, des contorsions que les « propagandistes » furent contraints d'employer pour entraîner la jeunesse étudiante.

Le fond de dépolitisation spécifique de l'époque

Tout mouvement politique, toute entreprise de politisation surgit nécessairement sur un fond de dépolitisation, ou en tout cas d'occultation de certains enjeux politiques. Sur ce point l'histoire de l'opposition à la guerre d'Algérie ne fait pas exception ; mais les formes spécifiques de la dépolitisation de l'époque et de l'apolitisme proclamé alors par le mouvement étudiant constituent autant d'obstacles singuliers qui ont déterminé en creux les formes de la politisation du mouvement.

La première de ces conditions spécifiques réside dans l'absence d'assomption politique de la guerre elle-même : outre le fait caractéristique qu'elle ne dise pas son nom mais se présente seulement comme « pacification », opération de police, de maintien de l'ordre après une rébellion, qu'il ne s'agisse officiellement que d' « événements », il est notable qu'aucun des gouvernements successifs, de couleurs différentes, qui se sont engagés progressivement dans la guerre totale, n'ait assumé véritablement cet engagement, et n'ait défini d'autre but de guerre que la sauvegarde de l'Algérie française et le retour de la paix... par les armes. Une telle dépolitisation du conflit par les pouvoirs politiques eux-mêmes, qui en faisaient une affaire tout intérieure et purement militaire, constituait à l'évidence un obstacle sur le chemin de la politisation de l'opposition à la guerre (de ce point de vue la guerre du Viêt-Nam se présente sous un tout autre jour, puisque les présidents américains qui l'ont conduite l'assumaient et

la revendiquaient).

Cet obstacle à la prise de conscience de la réalité du conflit algérien était redoublé par l'absence quasi totale d'information libre sur le déroulement des opérations militaires. Ce qui se passait en Algérie, et même l'Algérie en général, était largement méconnu des Français – et des étudiants aussi bien, si on excepte quelques rares férus d'histoire coloniale. Michel de la Fournière, leader de l'UNEF pendant une partie de la guerre, raconte : « Pour la plupart, la réalité algérienne se situait quelque part entre Albert Camus, Alain Mimoun et Pépé le Moko². » On va ainsi au-delà de la simple dépolitisation, vers une ignorance radicale, permise par le silence des médias sur la guerre et sur l'Algérie, et qui ne peut aboutir qu'à une indifférence assez généralisée. Et cette indifférence touche encore une fois aussi bien la population française prise dans sa globalité que le milieu spécifiquement étudiant. Il ne semble en effet pas possible d'expliquer autrement que par cette indifférence relativement profonde des Français à l'égard du sort de l'Algérie l'absence de mouvement massif d'opposition à la guerre avant 1960 – avant l'impulsion des étudiants, donc. Jean-François Lyotard (au fil de ses articles consacrés à l'Algérie dans *Socialisme ou Barbarie*, rassemblés en 1989 dans *La Guerre des Algériens*³) explique d'ailleurs que, en ce qui concerne les ouvriers, cette absence de soulèvement contre la guerre, cette attitude spectatrice devant le conflit ne peut être mise sur le compte d'une absence de combativité ouvrière en général, dans la mesure où les conflits dans les entreprises sont, à la même époque, vifs ; il retrouve alors nécessairement cette hypothèse de la dépolitisation massive et de la dépolitisation de la question algérienne en particulier – peut-être mêlée aussi à la persistance d'une certaine idéologie nationale, qui de part et d'autre de la Méditerranée détourne les ouvriers d'un sentiment de solidarité. Comme la CGT ne donnait pas de consignes de mobilisation sur la question (puisqu'elle n'en avait pas reçu), et comme l'URSS semblait intéressée à un maintien de la présence française en Algérie (pour préserver l'Afrique du Nord de l'influence américaine), aucune organisation partisane ou syndicale ne vint, pendant longtemps, troubler le consensus silencieux en faveur de la poursuite du combat.

De plus, que ce soit dans le pays en général ou dans le milieu étudiant,

² Michel DE LA FOURNIÈRE, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », in *La Guerre d'Algérie et les Français*, ss. la dir de Jean-Pierre Rioux, Paris, Fayard, 1990.

³ Jean-François LYOTARD, *La Guerre des Algériens*, Écrits, 1956-1965, Paris, Galilée, « débats », 1989.

la politique comme pratique était alors, dans le courant années 1950, largement discréditée par le spectacle de la vie parlementaire de la IV^e République. Les partis n'intéressaient pas les étudiants – même si le PCF maintient chez eux une audience respectable, qui sera cependant largement écornée en 1956. L'organisation même de l'UNEF n'aidait pas à la politisation : contrairement à ce qu'elle est depuis le milieu des années 1960, l'UNEF n'était pas alors un syndicat parmi d'autres concurrents, mais un interlocuteur représentatif unique, chargé à la fois de porter les revendications des étudiants dans leur ensemble et de cogérer avec le pouvoir un certain nombre d'institutions comme les restaurants et les œuvres universitaires. Parce qu'il fallait (notamment) sa carte de l'UNEF pour entrer au resto-U, l'Union regroupait alors plus de 80 000 étudiants, soit presque un sur deux. Elle était donc une organisation de masse, mais dont l'essence représentative et gestionnaire lui interdisait presque constitutivement toute prise de position politique tranchée – surtout si elle devait l'opposer au pouvoir, son partenaire.

Tel est le sens du principe d'apolitisme qui présidait à la reformation du syndicat après guerre, qui n'était originellement que la traduction dans le monde étudiant de la charte d'Amiens, qui sépare le monde syndical des partis – mais ce sera bien plus : un mot d'ordre dans la bouche des plus conservateurs des étudiants, qui leur servira opportunément de rempart contre les efforts des minoritaires pour politiser les étudiants en les dressant contre la guerre. On voit donc tout un courant, allant du centrisme gestionnaire au militantisme « Algérie française », paré des couleurs ternes de l'apolitisme pour contenir le mouvement de politisation des « anti-colos », qui constitua pendant toute la durée de la guerre un frein actif à la politisation, un obstacle interne au mouvement étudiant. Ces conservateurs n'eurent de cesse de faire pression auprès des gouvernements successifs pour que l'engagement politique de l'UNEF lui fasse perdre *de facto* son caractère représentatif de l'ensemble des étudiants et son rôle d'interlocuteur unique du pouvoir.

Enfin, les dispositifs de sursis militaires ont mis, pendant les premières années de la guerre, les étudiants à l'abri du départ pour l'Algérie, ce qui n'a fait que renforcer leur éloignement à l'égard du conflit. Tels sont les obstacles spécifiques, intrinsèques et extrinsèques, que l'opération de politisation a rencontrés.

Les sources de la politisation des leaders étudiants

Mais pour rencontrer des obstacles sur son chemin encore faut-il être en mouvement, et que ce mouvement soit impulsé par une certaine force. Qui a cherché à politiser les étudiants ? Comme on l'a vu, l'UNEF est alors une organisation de masse où, de fait, toutes les tendances politiques sont représentées ; et l'un des traits caractéristiques de la période du début de la guerre d'Algérie est la présence de plus en plus affirmée de militants, qu'on peut appeler chrétiens de gauche, de la JEC⁴ au sein de l'UNEF. Ces chrétiens sont parmi les premiers à avoir manifesté leur refus de l'engagement militaire en Algérie – la hiérarchie catholique de France ayant elle-même pris une position défavorable à la guerre. Naturellement, leur opposition à la guerre d'Algérie peut d'abord être qualifiée de morale, plus que de politique, mais ils firent preuve d'une attention particulière aux questions coloniales, qui n'était pas partagée par tous les mouvements de gauche laïcs, et ils furent au cœur du mouvement minoritaire, la « mino », qui représentait l'aile gauche de l'UNEF et affrontait la « majo », centriste, apolitique (donc de droite), et qui construisit sa conquête du pouvoir à l'UNEF autour de la mobilisation sur les questions d'Outre-mer et notamment sur la première d'entre elles, la question algérienne. Bien entendu, les jécistes n'étaient pas seuls dans cette mouvance mino, où l'on trouvait des socialistes en rupture avec la SFIO mollétiste ou des tiers-mondistes de tous horizons, mais il semble que le plan de politisation de masse des étudiants leur soit largement redevable. L'idée est alors, étant donné le statut représentatif de l'UNEF, de construire une position originale, qui permette à la fois d'énoncer des thèses avancées sur le destin national de l'Algérie, tout en étant susceptible de rallier l'ensemble ou du moins la majorité de la communauté étudiante. D'où un jeu subtil d'équilibre, qui ne peut aboutir à des positions nettes qu'au moyen d'une entreprise d'information de grande ampleur et de longue haleine, sur laquelle il faudra revenir en détail.

Un des éléments décisifs de la mobilisation de nombreux étudiants en faveur de la paix en Algérie réside dans la fréquentation des étudiants d'outre-mer, et notamment des étudiants algériens vivant en métropole. Le monde étudiant était en effet l'un de ceux où les hexagonaux pouvaient rencontrer des Algériens et se lier avec eux le plus facilement. Non seulement ces contacts frappaient d'absurdité, aux yeux des étudiants, cette guerre où on les envoyait

⁴ Jeunesse étudiante chrétienne.

tuer leurs camarades, mais surtout ils leur ont permis de connaître et de comprendre le mouvement national algérien, qui a rapidement touché la communauté étudiante de métropole. Encore une fois, les étudiants (notamment ceux de Paris, Lyon ou Grenoble, où la communauté algérienne était significative) sont presque le seul groupe français à avoir pu connaître personnellement des nationalistes algériens – et leur sensibilité à la guerre en fut évidemment transformée –, tandis que la plupart des mouvements de gauche, partisans ou syndicaux, ont eu de grandes difficultés à interpréter la nature de la révolte des Algériens à la lumière de leurs catégories sociales et politiques. Cette sensibilité spécifique aux étudiants s’est encore aiguisée lorsqu’ils ont vu la répression s’abattre de plus en plus intensément sur leurs camarades algériens, qui eux-mêmes se radicalisaient et se rapprochaient de plus en plus du FLN ; il n’est pas ici possible de retracer les relations complexes de l’UNEF et de l’UGEMA⁵, tout au long de la guerre, mais il faut dire cependant que le maintien du lien avec la communauté étudiante algérienne a été à la fois un objectif et une difficulté de la mobilisation étudiante : malgré l’aspiration profonde des leaders de la mino à entretenir leurs relations avec leurs homologues algériens, l’alignement intransigeant de l’UGEMA sur la politique du FLN d’une part, et l’impossibilité pour les étudiants français de s’identifier aux nationalistes algériens (même pour certains des plus engagés contre la guerre) d’autre part, les plaçaient dans une situation déchirante, puisqu’ils risquaient de perdre la raison d’être de leur combat ou leur base étudiante. C’est là encore au moyen d’une intense campagne d’information que les responsables ont réussi à faire accepter en congrès la reprise de contacts avec l’UGEMA, au scandale du gouvernement français qui avait interdit l’association en raison de ses liens avec le FLN.

Enfin, trois événements ont offert aux minos une chambre d’écho favorable à leurs thèmes de mobilisation : tout d’abord les putschs du 13 mai 1958 et du 22 avril 1961, qui suscitèrent l’émoi en métropole et firent craindre une fascisation du régime – ce qui est toujours mobilisateur chez les étudiants. Et, plus spécifiquement, entre ces deux dates, l’ordonnance du 11 août 1959 qui revint très largement sur les sursis étudiants et menaça donc de départ immédiat sur le champ de bataille un grand nombre de jeunes qui se croyaient

⁵ Union générale des étudiants musulmans d’Algérie. Sur la question de ses rapports avec l’UNEF, on peut se reporter à une brochure publiée par l’UNEF en 1960 : *Le Syndicalisme étudiant et le problème algérien*, ainsi qu’à la thèse de Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d’Algérie*, Paris, L’Harmattan, 1995.

à l'abri, et qui furent soudain amenés à s'intéresser davantage à la question algérienne.

Les moyens de la politisation indirecte de la masse des étudiants

Reste alors à savoir par quels moyens, à partir de ces sources de mobilisation et au contact de ces événements déclencheurs, les opposants à la guerre d'Algérie tentèrent d'entraîner avec eux la masse des étudiants, et y parvinrent. L'effort de guerre contre la guerre se déploya sur des fronts multiples, qui se développèrent avec le temps : par l'aide individuelle aux étudiants algériens menacés, puis l'aide juridique individuelle aux étudiants français appelés après la réforme des sursis, mais aussi et surtout par une véritable campagne visant à alerter l'opinion étudiante sur la réalité de la guerre, dont il est intéressant d'observer les détours moraux et corporatistes. En tant que syndicat étudiant et représentatif, l'UNEF était censée s'occuper des questions qui concernent les étudiants. La conduite des affaires de la nation, la politique outre-mer de la France ne semblent pas *a priori* rentrer dans le cadre étroit des « problèmes étudiants ». Or on vit les responsables minos déployer une vaste inventivité pour attaquer la guerre sous l'angle « étudiant », ou sous un angle moral susceptible de toucher les étudiants – comme si ce n'était pas de la politique.

Par exemple, l'un des principaux arguments récurrents dans la documentation d'information (surtout au début de la guerre, il est vrai) consistait à dénoncer l'engagement en Algérie comme excessivement coûteux, et à expliquer que l'argent public serait bien mieux dépensé s'il contribuait à rénover les universités ou à distribuer aux étudiants le « présalaire » que l'UNEF réclamait depuis quelques années. Il est des façons plus politiques de condamner une guerre. La stratégie était cependant clairement fixée : il s'agissait de convaincre les étudiants de se mobiliser contre la guerre d'Algérie, tout en se protégeant des attaques portées par l'ancienne majorité au nom de l'apolitisme ; de politiser sans le dire, donc. Plus on est proche du début de la guerre, plus les arguments sont d'ordre budgétaire, comme on l'a vu, ou encore et surtout d'ordre sentimental et moral : il est avant tout question de la torture, de la violence en général, qu'on condamne d'abord *des deux côtés*, ce qui permet de révéler les exactions françaises sans avoir l'air

d'adopter le point de vue du FLN.

Cependant, à mesure que la guerre se prolonge, et que les étudiants reçoivent de plus en plus d'informations sur son déroulement (notamment grâce aux anciens appelés qui, à leur retour, racontent ce qu'ils ont vu et ce qu'ils ont fait), à mesure également que se déploie la première vague de sensibilisation, essentiellement morale et qui ne fait pas la part belle pour le moment à la question de la signification politique de la guerre, l'intérêt pour la question algérienne croît nettement dans le milieu étudiant. C'est le premier signe que la politisation « prend ». À telle enseigne que, peu à peu, le bureau de l'UNEF, désormais aux mains des « minos », parvint à faire adopter des motions de plus en plus politiques, évoquant dès le début de 1960 l'autodétermination de la nation algérienne. Certes, les préoccupations morales et corporatistes étaient toujours au cœur des discours étudiants sur la guerre, mais elles servaient dès lors ouvertement de préalable à une prise de conscience *politique* à l'égard de l'événement. Dans l'esprit des minoritaires, le contournement de la politique par la morale et par l'intérêt des étudiants n'était qu'une étape vers l'engagement politique de la masse, et non pas le substitut définitif à un point de vue politique. L'élection de Pierre Gaudez à la tête du mouvement, avec pour mandat, entre autres, de renouer avec l'UGEMA, ne laissa plus de place au doute : l'apolitisme traditionnel n'était plus la doctrine dominante, et les étudiants semblaient prêts, massivement, à assumer une opposition *politique* à la guerre, c'est-à-dire une opposition qui en condamne non seulement les coûts et les méthodes, mais le principe même, et qui le prouve en entretenant des liens avec « l'ennemi » du moment.

Les effets de la politisation des étudiants

À quoi aboutirent ces efforts de politisation du monde étudiant ? Comment se traduit cette montée de l'opposition à la guerre dans les universités ? Dès lors qu'on passe des prises de position individuelles des leaders du mouvement, et des aides, là encore individuelles, apportées aux Algériens ou aux étudiants menacés, à l'action collective, on assiste à une première publicisation massive du refus de la guerre. Une fois réalisée la politisation du milieu étudiant, cette opposition à la guerre cessa d'être un fait marginal, et changea donc de signification. Surtout dans la mesure où elle se

montrait. N'y aurait-il eu que le fait qu'un bureau *mandaté pour cela par les étudiants de France* rencontre l'UGEMA l'association des étudiants algériens qui avait appelé quelques mois auparavant ses membres à rejoindre l'ALN dans les maquis, et que ces deux bureaux publient un communiqué commun condamnant la guerre coloniale et appelant dans l'urgence à un cessez-le-feu français et à l'autodétermination algérienne – cela constituait déjà un événement d'importance.

Mais ce n'est pas encore ici à proprement parler l'entrée de la jeunesse étudiante, en personne, sur la scène politique. Cette entrée s'effectua dans la rue, à l'automne 1960, à un moment où le mouvement était de nouveau pris en tenaille entre ses éléments les plus modérés, qui se contentaient des déclarations de condamnation, et les étudiants les plus engagés, vivement tentés par l'insoumission et l'aide directe au FLN. Il semble que ce soit sous la menace de voir un nombre non négligeable d'étudiants choisir cette voie de l'insoumission – voie que l'UNEF ne pouvait, en tant qu'organisation cogestionnaire, ni cautionner ni encourager – que le bureau de l'union se décida pour « d'autres formes d'action », et prépara la grande manifestation intersyndicale du 27 octobre. « C'est une dernière carte à jouer sur le plan légal parce que la pression monte en interne », note Henri Monchablon dans son histoire de l'UNEF⁶.

C'est alors à l'initiative de l'UNEF que tous les syndicats (sauf la CGT qui les accuse simultanément d'aventurisme et de collusion avec le gouvernement) se rassemblent dans et autour du palais de la Mutualité pour réclamer l'autodétermination, la paix par la négociation, et la garantie des libertés démocratiques en France. Incontestablement, les positions avancées sur la question algérienne auxquelles le syndicat étudiant a pu arriver grâce à la longue campagne des minos lui ont permis de jouer un rôle central et moteur dans l'unification du mouvement syndical d'opposition à la guerre. Aucun syndicat n'avait le pouvoir d'entraîner les autres derrière lui ; seul l'UNEF avec sa « virginité politique⁷ » pouvait alors lancer le mouvement et le conduire. Cette manifestation fut considérée comme un succès assez net – impression renforcée par le fait que De Gaulle, à peine quelques jours après, évoquait pour la première fois la perspective d'un référendum sur l'autodétermination. Ainsi, pour leur première entrée sur la scène politique via

⁶ Henri MONCHABLON, *Histoire de l'UNEF*, Paris, Puf, 1983.

⁷ Je reprends l'expression à Henri Monchablon, *op. cit.*

la rue, les étudiants eurent le sentiment de remporter une victoire, et même une victoire décisive. Ce sentiment se révéla rapidement trompeur et source de multiples illusions sur la nature et la puissance du rôle des étudiants en politique.

Les limites de la puissance des étudiants politisés

Pour comprendre en quoi cette victoire ne fut d'abord qu'illusoire, il faut voir que cette politisation, si elle a largement réussi, n'en possédait pas moins de sérieuses limites. Sur le plan de la conjoncture immédiate, on peut remarquer que l'impression de victoire accréditée par le tournant gaullien de l'autodétermination a eu un premier effet démobilisateur : le général a endormi tout le monde, et la guerre a continué après l'échec des premières négociations d'Évian (au début de 1961) ; la mobilisation n'a pu alors reprendre sur le même mode qu'à l'automne 1960. L'une des explications à cela tient dans ce qu'on a appelé la virginité politique de l'UNEF avant le 27 octobre : c'était en tant que mouvement représentatif de la jeunesse, dont l'histoire n'était pas marquée par son opposition au gouvernement, que l'Union a pu produire à la fois un effet de surprise et un effet d'entraînement. Mais, passé cet événement, elle fut considérée comme hostile par le pouvoir qui favorisa l'éclosion et la reconnaissance d'un syndicat concurrent ; une fois accomplie cette première apparition sur la scène de l'opposition, l'UNEF ne pouvait pas rééditer le même « coup » et se trouvait ainsi reléguée au rang de force politique d'opposition, une parmi tant d'autres. À tel point que vers la fin de la guerre, l'organisation de l'UNEF fut elle-même dépassée par des structures plus petites, extérieures, qui regroupaient les éléments les plus radicaux au sein du Front universitaire antifasciste (FUA) et qui portèrent vigoureusement la lutte contre l'OAS⁸, puis la lutte contre le gaullisme une fois la guerre finie.

L'UNEF n'avait pu impulser de dynamique unitaire, en octobre 1960, que dans la mesure où le syndicat étudiant constituait un nouvel acteur qu'on ne pouvait qu'écouter et suivre ; de plus, cela n'avait été possible que sur la base d'une revendication *négative*. Une fois que le gaullisme avait repris à son

⁸ Organisation de l'armée secrète, groupe politico-militaire clandestin refusant l'autodétermination de l'Algérie.

compte l'objectif de l'autodétermination, il devint beaucoup plus difficile de rassembler une intersyndicale pour manifester contre la guerre, qui devait pourtant durer encore plus d'un an. La mobilisation négative existe encore, contre l'OAS cette fois, qui sévit de plus en plus à Alger comme en métropole, mais dont la signification politique est bien moins décisive – si bien qu'il est même question de protéger le gaullisme, dernier rempart contre les fascistes... Il apparaît alors clairement que la puissance de frappe de l'UNEF, manifestée lors du 27 octobre, n'était qu'une arme à un coup, et ne signalait pas l'installation durable d'un nouvel acteur politique incontournable – quelles qu'aient été les traces de cet engagement contre la guerre d'Algérie chez chacun des acteurs du mouvement. C'est en tant qu'organisation étudiante *et* politique que l'UNEF a perdu son poids au moment même où elle s'imposait ; elle a ainsi dû sortir de la scène dès qu'elle y était entrée.

Il peut être intéressant de se reporter, par exemple, aux analyses que Marc Kravetz (leader de l'Assemblée générale des étudiants en Lettres après la guerre d'Algérie) expose dans les *Temps modernes* en 1964 et 1965⁹ ; il porte un regard plutôt sévère sur la forme et le contenu de la politisation de la lutte contre la guerre d'Algérie, et en souligne en tout cas les limites : il reconnaît la valeur du virage de 1960, des condamnations morales à une perception véritablement politique du conflit, mais critique la forme manifestation, qui caractérise une lutte qui se contente de témoigner d'elle-même, qui s'épuise dans un seul acte de présence et qui voue le mouvement au reflux, aussi bien en cas d'échec qu'en cas de succès ponctuel. Kravetz bénéficie alors d'un recul de trois ans sur la fin de la guerre, et peut effectivement observer le repli de l'UNEF, dont les effectifs ont presque été divisés par deux tandis que le nombre d'étudiants avait à peu près triplé. Cependant, en revenant sur la période de la guerre, il peut remarquer le chemin parcouru grâce à la politisation organisée par la minorité et voir que cette guerre a été l'occasion pour la jeunesse étudiante française de s'interroger sur les valeurs de sa propre bourgeoisie. Il reprend à son compte la démarche de politisation qui était à l'œuvre pendant le conflit, consistant à partir de revendications de corps ou d'indignations morales, pour en montrer immédiatement aux étudiants les implications politiques les plus lointaines :

⁹ Marc KRAVETZ, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°213, février 1965 ; et Antoine GRISET, Marc KRAVETZ, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°227-228, avril-mai 1965.

Le syndicalisme étudiant ne peut se développer qu'au moment où il s'engage dans une critique radicale du système universitaire, en conteste les fins, au nom de fins autres, définit un modèle culturel totalement différent. [...] Il importe d'*explicit*er les critiques radicales du système que les revendications immédiates portent en elles, et de dépasser la démarche hésitante et nécessairement réformiste du syndicalisme par une analyse politique qui lui indique les fins réelles de son action.¹⁰

Et il s'agit bien sûr d'aller plus loin que la critique du seul système universitaire.

C'est au sein d'une démarche syndicale que la nature du préalable politique peut être réellement comprise. Pendant longtemps encore, l'objet essentiel de la revendication sera de capitaliser les capacités revendicatives du milieu, refusant de les épuiser dans l'espoir de satisfactions illusoire, mais dépassant également la simple agitation permanente [...]. C'est pourquoi, répétons-le, cette syndicalisation est un processus de longue haleine.¹¹

Kravetz semble cependant plus lucide que ses prédécesseurs quant aux impasses, ou tout du moins quant aux contradictions inhérentes au syndicalisme étudiant : en tant qu'étudiants, les étudiants ne sont pas une classe, pas même un groupe homogène, et leur prise de conscience politique ne peut s'effectuer, dit-il, qu'en tant qu'ils cessent de se considérer comme étudiants à proprement parler. Or un syndicat étudiant peut-il s'adresser aux étudiants autrement que *comme étudiants*, dans la mesure où les tentations corporatistes sont inhérentes à la structure syndicale ? La solution, selon lui, se trouve dans la politisation des revendications corporatistes : on peut défendre des revendications corporatistes mais sous-tendues par une analyse politique explicite de leurs significations et conçues comme des réponses aux initiatives technocratiques du pouvoir, nommément désignées¹².

Le but est de faire prendre conscience que les intérêts des étudiants se trouvent du côté des travailleurs (en élaborant, par exemple, des plans communs pour le logement). Chose dont l'UNEF, en tant qu'organisation de tradition cogestionnaire et proche du pouvoir, ne s'était pas montrée capable pendant la guerre d'Algérie (puisque elle ne remettait pas en cause les *buts* de

¹⁰ M. KRAVETZ, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *op. cit.* (nous soulignons).

¹¹ *Ibid.*

¹² A. GRISET et M. KRAVETZ, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *op. cit.*

la société en général, seulement les moyens), et sans doute jamais par la suite non plus...

Enfin on peut ajouter, dans la ligne des remarques de Kravetz et de celles de Claude Martin dans *Socialisme ou Barbarie*¹³ sur la jeunesse étudiante, que le mouvement d'opposition à la guerre qui s'est saisi de la masse des étudiants n'est jamais devenu pleinement politique dans la mesure où le caractère moral de l'indignation et les ressorts proprement universitaires de la mobilisation sont toujours demeurés si présents que le point de vue des étudiants mobilisés est, semble-t-il, demeuré essentiellement le leur, leur point de vue d'étudiants français, sans que jamais l'UNEF se place ouvertement du point de vue des Algériens – alors que seul un dépassement de son propre point de vue aurait attesté un regard véritablement politique sur la situation.

Vu de mai : qu'en reste-t-il ?

Après avoir retracé le déroulement de la mobilisation et le regard que le syndicalisme étudiant portait sur elle peu de temps après sa fin, il faut se demander rapidement ce qu'il restait de cet épisode à la fois glorieux et limité, en 1968.

Le premier point frappant, c'est l'absence quasi absolue de référence à la mobilisation contre la guerre dans les tracts reproduits par le *Journal de la commune étudiante* de Vidal-Naquet¹⁴ : on y trouve tout au plus quelques références à Charonne et quelques « trucs » pratiques pour déjouer les CRS qui chargent, mais c'est essentiellement ce savoir-faire du combat de rue que l'on retient, en 1968, des luttes de 1960-1962. Le 13 mai 1958 est à peine convoqué en écho au 13 mai 1968.

Certes, on peut dire que le mouvement étudiant est, plus que tout autre, privé de mémoire, puisque les acteurs n'en sont que transitoires, et que six à huit ans sont une longue période, que les étudiants de 1960 ne sont plus étudiants en 1968... mais il est surtout vraisemblable que la politisation qui a été opérée dans le contexte défensif de l'opposition à la guerre se soit éteinte en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour la réaliser (en tous cas pour ce

¹³ Claude MARTIN, « La Jeunesse étudiante », *Socialisme ou barbarie*, n°34, mars-mai 1963.

¹⁴ Alain SCHNAPP et Pierre VIDAL-NAQUET, *Journal de la commune étudiante*, Paris, Seuil, [1969] 1988.

qui est de la masse des étudiants), et que la référence à l'UNEF de 1960 n'était tout simplement pas pertinente pour la jeunesse de 1968.

Ceci étant dit, il reste toutefois quelques traces nettes, même si elles n'étaient pas explicites, de l'influence du précédent 1960 sur l'événement 1968. L'idée même que les étudiants, en sortant dans la rue, pourraient entraîner avec eux les ouvriers, cette idée ne peut pas venir d'ailleurs que du souvenir plus ou moins net du 27 octobre 1960 (dont Vidal-Naquet dit qu'il est comme la préfiguration du 27 mai à Charléty¹⁵) ; plus précisément, l'idée que les étudiants, à un moment où l'histoire en France semble s'être arrêtée au profit de l'expansion économique, faute d'agents historiques pluriels (De Gaulle s'étant réservé l'exclusivité du statut d'agent historique), l'idée que les étudiants pourraient bien être l'agent historique qui vient rompre l'état de dépolitisation ambiant a sans doute sa source dans le précédent algérien.

Plus que la définition d'une doctrine politique ou syndicale, plus que la construction d'une méthode de lutte déterminée, l'épisode de la lutte étudiante contre la guerre d'Algérie semble avoir constitué un mythe (du moins plusieurs acteurs des mouvements des années 1960 le définissent ainsi¹⁶) – un mythe de l'action politique unifiée, dans la rue, de la jeunesse étudiante française, qui ouvre la voie à une opposition politique extra-parlementaire, dégagée des appareils partisans, exerçant même une critique à leur endroit, et pouvant constituer une force potentiellement révolutionnaire, ou qui en tous cas restait à mesurer. La guerre d'Algérie avait permis à la jeunesse étudiante de prendre une distance radicale et inédite à l'égard de la société des adultes de son temps, qu'on ne saurait réduire à un banal conflit de générations, et qui institue un nouvel acteur politique potentiel, dont le rôle et la puissance étaient amenés à s'accroître.

¹⁵ *Ibid.*, p.12.

¹⁶ Notamment Henri Monchablon et Marc Kravetz.